



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

lutte contre les inégalités dans les territoires

Question au Gouvernement n° 885

Texte de la question

LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS DANS LES TERRITOIRES

M. le président. La parole est à M. Yves Blein, pour le groupe La République en marche.

M. Yves Blein. Monsieur le ministre de la cohésion des territoires, ma question concerne l'accès aux droits, à tous les droits, aux droits réels, ceux dont on ressent concrètement les effets, pas les mirages ou les promesses d'une société résolue à la relégation ; l'accès aux droits garantis par un vrai contrat républicain pour lequel l'égalité, la fraternité, ne sont pas seulement des mots ; l'accès à l'éducation, à l'instruction, à la formation ; l'accès à la santé, dans nos quartiers comme en milieu rural ; le droit à la tranquillité et à la sécurité, pour soi-même et pour sa famille ; le droit au logement ; le droit à l'emploi ; le droit, finalement, tout simplement, de s'émanciper et de s'épanouir dans notre société ; le droit de devenir citoyen ordinaire parce que l'on n'est plus discriminé et que le racisme comme l'antisémitisme n'ont définitivement plus cours.

En s'exprimant ce matin, le Président de la République a fixé trois objectifs.

Premièrement, que la République garantisse les mêmes droits réels à tous ses enfants, rappelant que les inégalités d'accès à ces droits ne concernaient pas seulement certains quartiers, mais aussi certaines zones rurales ou des DOM-TOM.

Deuxièmement, que chacun puisse choisir sa vie grâce à la formation, à la mobilité, à l'emploi, à l'accès aux technologies du numérique, lesquelles facilitent à leur tour l'accès aux réseaux, si précieux quand il s'agit de décrocher un stage en entreprise, son premier contrat à durée indéterminée, ou de créer son entreprise.

Troisièmement et enfin, que nous sachions, tous ensemble, refaire République, en rappelant l'importance de l'éducation populaire pour construire une citoyenneté vécue et en apportant un soutien durable et solide au monde associatif, en formant une société de vigilance pour lutter contre les incivilités, en promouvant l'accès à la dignité par la culture et par le sport.

Un député du groupe LR . On est sauvés !

M. Thibault Bazin. C'est la déprime en marche !

M. Yves Blein. Monsieur le ministre, comment comptez-vous mettre en œuvre ces objectifs pour que, comme l'a dit ce matin Yassine Belattar (*Exclamations sur les bancs du groupe LR*), la banlieue n'existe plus mais soit tout simplement un bout de la ville ? (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la cohésion des territoires.

M. Jacques Mézard, *ministre de la cohésion des territoires*. Monsieur le député, vous dites finalement, à très juste titre, qu'il nous faut travailler ensemble pour rétablir la République dans des territoires où elle a malheureusement au moins en partie disparu. C'est une réalité (*Exclamations sur les bancs du groupe LR*), une réalité que nos concitoyens vivent au quotidien, que ce soit, comme vous l'avez dit, en matière de justice, de sécurité ou d'emploi. Il est vrai que, dans un certain nombre de territoires, on a moins de chances de réussir, lorsque l'on est jeune, qu'en moyenne dans le reste du territoire national.

M. Fabien Di Filippo. Et la ruralité ? C'est là qu'on a moins de chances !

M. Jacques Mézard, *ministre*. Je le répète, c'est une réalité.

Vous le savez, je l'ai dit également : c'est la responsabilité de tous.

M. Fabien Di Filippo. Non, c'est la vôtre !

M. Jacques Mézard, *ministre*. Les postures, cela ne sert à rien (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM*) : ce qu'il faut, c'est donner confiance à nos concitoyens ! Si les problèmes dont nous parlons se posent aujourd'hui, c'est que la confiance a été perdue.

M. Fabien Di Filippo. Vous ne vous convainquez pas vous-même !

M. Jacques Mézard, *ministre*. Et si elle a été perdue, la faute à qui ? Pas à ce gouvernement ! Elle a été perdue parce que la République a failli ; la République, c'est-à-dire nous tous ! Nous avons un devoir de rassemblement, et c'est ce qu'a dit ce matin le Président de la République ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. –Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Données clés

Auteur : [M. Yves Blein](#)

Circonscription : Rhône (14^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 885

Rubrique : Aménagement du territoire

Ministère interrogé : Cohésion des territoires

Ministère attributaire : Cohésion des territoires

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [23 mai 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 mai 2018](#)